



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 22 MARS 2018 !

LES SERVICES PUBLICS ET LE STATUT DES PERSONNELS DE LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE VISEUR

Le 10 octobre 2017, à l'appel de toutes les organisations syndicales, des centaines de milliers d'agent·es de la fonction publique faisaient grève et manifestaient pour des augmentations salariales, le dégel du point d'indice, le non-rétablissement du jour de carence et la création d'emploi dans les nombreux services publics frappés par les sous-effectifs. Dans les jours qui ont suivi, les seules réponses du Président de la République, du Premier ministre et du ministre en charge de la fonction publique ont été le maintien de toutes leurs décisions porteuses de lourdes régressions et l'accélération de «CAP 2022», entreprise de démantèlement des services publics

DANS L'ÉDUCATION : DES RÉFORMES AU SERVICE DE LA SÉLECTION ET DU MEDEF

La réforme dite «ParcourSup» met en place une sélection à l'entrée à l'Université. De fait, elle va exclure les élèves issu·es de l'enseignement professionnel ou technologique de nombreuses formations. Les «attendus» que les universités publient pour chaque licence accentuent la hiérarchisation des voies et des filières du Lycée.

Les réformes du Lycée dans les voies générale, technologique comme professionnelle sont mises au service de cette sélection. Avec le développement du contrôle continu, des blocs de compétences, c'est le cadre national du diplôme qui est remis en cause. C'est aussi la reconnaissance des qualifications des salarié·es dans les entreprises qui est attaquée.

Les propositions du rapport Calvez/Marcon sur l'enseignement professionnel menacent l'existence de la voie professionnelle du lycée. La perte d'une année de formation, par l'instauration de la Seconde Professionnelle d'Orientation Progressive, réduira d'autant plus l'acquisition des techniques et gestes professionnels. Elle entraînera des suppressions de postes pour les PLP des matières pro. La refonte programmée de l'enseignement général, décliné en compétences transversales au service des entreprises, consacre une vision utilitariste au détriment d'une formation émancipatrice des élèves.

DANS LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION C'EST L'AUSTÉRITÉ AU QUOTIDIEN !

Dans le 1er degré, les suppressions de postes en Finistère afin de faire face à la pression démographique de l'Ille et Vilaine, mettent à mal de nombreuses écoles. Les RASED se réduisent à peau de chagrin. Au vu des déclarations ministérielles, les injonctions et les pressions institutionnelles vont augmenter. Alors même que se multiplient les situations de souffrances liées aux conditions de travail, provoquant arrêts maladies ou démissions.

Dans le 2nd degré, malgré l'augmentation des effectifs, les DGH et le nombre de personnels d'enseignement et de vie scolaire présent·es dans les collèges et les lycées sont en baisse constante ces dernières années. Le recours aux enseignant·es non-titulaires ne cesse d'augmenter.

La suppression des CUI sur des missions de vie scolaire, d'aide à la direction mettent les personnels au chômage et les équipes en souffrance.

Assistants sociaux, infirmières, personnels administratifs voient leurs missions et leur charge de travail augmenter alors que les postes sont un à un supprimés.

Le service public d'éducation a besoin de moyens pour assurer ses missions et ses agents d'un statut protecteur.

C'est pourquoi avec l'ensemble des personnels des Services Publics, nos organisations syndicales de l'Éducation Nationale appellent à la grève et la manifestation le 22 mars 2018.

Nous revendiquons :

- 📢 Une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- 📢 L'arrêt des suppressions d'emploi. Des créations statutaires dans les services qui en ont besoin ;
- 📢 Un nouveau plan de titularisation des contractuel·les, de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension comme le préconise le gouvernement ;
- 📢 L'abrogation du jour de carence ;
- 📢 L'abrogation de la loi «ORE», dite «Plan étudiants», qui instaure la sélection à l'Université ;
- 📢 L'abandon du projet Blanquer de réforme du Baccalauréat et du lycée général : contre la mise en place de «bac maison» et de «lycées à la carte», nous revendiquons la défense du baccalauréat, premier grade universitaire, organisé autour d'épreuves nationales et anonymes ;
- 📢 Pour un enseignement professionnel émancipateur et de qualité, nous revendiquons l'abandon de la réforme de la voie professionnelle telle que préconisée par le rapport Calvez/Marcon.
- 📢 L'arrêt des fermetures de classes et d'établissements.

Nos organisations syndicales appellent à la grève

manifestations



**jeudi 22
mars 2018**

10h30



**BREST
MORLAIX
QUIMPER
QUIMPERLE**

**Place de la
LIBERTÉ**

**Place des
OTAGES**

**Place de la
RESISTANCE**

**Place des
ECOLES**